

Démocratie et croissance économique en Afrique subsaharienne : l'effet de l'alternance des chefs d'Etat au pouvoir

Hibrahim LIMI KOUOTOU*
Boniface NGAH EPO**

Résumé - Cet article analyse l'impact de l'alternance des dirigeants au pouvoir sur la croissance économique en Afrique subsaharienne, en utilisant un panel de 42 pays entre 1970 et 2016. Les résultats montrent que l'alternance des dirigeants au pouvoir affecte la croissance économique de manière ambivalente. Le nombre d'alternances réalisées à la tête d'un pays a un effet positif sur la croissance de long terme. Mais le fait d'être en année d'alternance implique des coûts liés au changement politique qui tendent à pénaliser la croissance à court terme. Des spécificités existent néanmoins en fonction des zones linguistiques et géographiques. L'effet de l'alternance des chefs d'Etat est plus bénéfique pour la croissance des pays d'Afrique anglophone que francophone, aussi bien à court terme qu'à long terme. En outre, l'alternance améliore plus la croissance des pays d'Afrique de l'Ouest que de l'est, mais à long terme uniquement. Nous concluons que les démocraties d'Afrique subsaharienne devraient rechercher un bon équilibre dans le rythme et les conditions de l'alternance des dirigeants au pouvoir.

Classification JEL

C23, E02, O43, O55

Mots-clés

Démocratie
Croissance économique
Afrique subsaharienne

Nous remercions le rapporteur anonyme et la direction éditoriale de la Revue qui ont permis une amélioration significative de cet article.

* FSEG, Université de Yaoundé II (Cameroun) ; hibrahimlimi@yahoo.fr

** FSEG, Université de Yaoundé II (Cameroun) ; epongahb@yahoo.fr

INTRODUCTION

Pour de nombreux auteurs, dans la lignée des théories de la croissance endogène, le progrès technique dépend de plusieurs facteurs susceptibles de soutenir la croissance à long terme. La théorie des institutions s'inscrit dans ce cadre. Elle postule que la qualité des institutions¹ peut agir sur la productivité des facteurs de production. Ces institutions qui engendrent le système de gouvernance², reposent sur diverses valeurs dont l'une des plus importantes est la démocratie (North, 1990).

Toutefois, l'effet de la démocratie sur la croissance demeure loin d'être entièrement vérifié dans les études empiriques. Deux courants d'auteurs s'opposent sur la nature du lien. Tandis que certains auteurs trouvent un effet positif de la démocratie sur la croissance (Rodrik et Wacziarg 2005 ; Papaioannou et Siourounis, 2008 ; Persson et Tabellini, 2009), d'autres en revanche obtiennent un effet négatif ou nul (Helliwell, 1994 ; Borner et Weder, 1995 ; Barro, 1996 et 1997 ; Minier, 1998 ; Rodrik, 1999 ; Przeworski et al., 2000 ; Tavares et Wacziarg, 2001 ; De Haan, 2007 ; Besley et Kudamatsu, 2008).

Les résultats mitigés quant aux effets de la démocratie sur la croissance ont invité à explorer de nouvelles voies de recherche. L'une de ces voies consiste à distinguer les différentes réalités ou pratiques qu'englobe le terme démocratie. La démocratie s'illustre à travers des principes fondamentaux qui, dans le cas des pays africains, ont été consacrés par le renouveau constitutionnel des années 1990 (Senou, 2016). Parmi ces principes démocratiques figurent des pratiques telles que la liberté d'opposition, le multipartisme, l'élection au suffrage universel direct, la limitation de la durée des mandats, la constitutionnalité des lois et l'alternance des chefs d'Etat au pouvoir. Les diverses pratiques démocratiques contribuent chacune dans la façon dont la démocratie affecte la croissance d'un pays (Heo et Tan, 2001 ; Doucouliagos et Ulubasoglu, 2008 ; Acemoglu et al., 2014).

L'alternance des chefs d'Etat est un principe qui, lorsqu'il est violé, semble fournir la preuve tangible d'une absence de démocratie. Plus de 20 ans après le début du renouveau démocratique en Afrique, les faits stylisés montrent que la pratique des pays offre un bilan mitigé (Senou, 2016). En effet, de nombreux gouvernants n'entendent pas quitter le pouvoir une fois acquis et refusent d'appliquer les textes favorables à l'alternance au sommet de l'Etat. On assiste ainsi à une manipulation des constitutions par les gouvernants pour maintenir en place et à vie le président de la République. Dans un rapport sur la gouvernance en Afrique, la Commission Economique pour l'Afrique (2009) reprend Vencovsky (2007) et affirme qu'entre 1990 et 2008, huit pays du continent ont modifié leur Constitution pour proroger le mandat du Président, essentiellement contre la volonté du peuple. Ce même rapport décrit trois autres tentatives manquées de modifier la constitution, après que les dirigeants des pays concernés aient débordé la limite prévue par la loi relative à la durée de leurs mandats.

Les velléités anticonstitutionnelles de se maintenir au pouvoir, malgré les pressions internes et l'ingérence parfois même de la communauté internationale, prouvent que l'alternance des dirigeants demeure un problème pour la démocratie en Afrique. La question qui reste est de savoir si l'alternance des dirigeants au pouvoir agit sur la croissance économique des pays d'Afrique subsaharienne et quel en est l'effet.

¹ North (1990) définit les institutions comme « les règles du jeu formelles ou informelles en vigueur dans les sociétés, reliant l'ensemble des acteurs sociaux, y compris l'Etat, qui modèlent les comportements et les anticipations et concourent (ou non) à la croissance. »

² Kaufmann, Kraay et Zoido-Lobaton (1999) définissent la gouvernance comme « les traditions et les institutions au travers desquelles s'exerce l'autorité dans un pays. »

L'objectif de ce travail est d'évaluer les relations de court terme et de long terme entre l'alternance des dirigeants au pouvoir et la croissance économique, en utilisant un panel de 42 pays d'Afrique subsaharienne : l'alternance des dirigeants à la tête de l'Etat affecte-t-elle positivement la croissance d'un pays à court terme (effet de l'année d'alternance) et à long terme (effet du nombre d'alternances déjà réalisées) ?

Cet article est organisé en quatre sections. La section 1 est une revue de la littérature portant sur l'effet qu'a la démocratie sur la croissance économique. La section 2 spécifie les modèles empiriques à estimer et précise les sources de données utilisées. La section 3 analyse les résultats d'estimation de l'effet de la démocratie sur la croissance en Afrique subsaharienne ainsi que par zones linguistiques et géographiques.

1. REVUE DE LA LITTÉRATURE

La littérature explique souvent la croissance économique d'un pays par le mode de gouvernance qui y prévaut, sachant que les institutions instaurent ce mode de gouvernance. Expliquer la croissance par la gouvernance reste néanmoins une tâche complexe à cause du caractère protéiforme de cette dernière et de la liste nombreuse et difficilement exhaustive d'indicateurs institutionnels utilisés pour la caractériser : la corruption (Mo, 2001), les libertés politico-économiques (Heo et Tan, 2001 ; Doucouliagos et Ulubasoglu, 2008) et la démocratie (Acemoglu et al, 2014), entre autres.

Les travaux évaluant l'effet de la gouvernance démocratique sur croissance économique apparaissent dans le sillage des travaux de Tavares et Wacziarg (2001) et Acemoglu et al. (2014). Une revue détaillée de ces travaux amène à les séparer en trois grandes écoles de pensées (Sirowy et Inkeles, 1990). On les qualifie souvent : « d'approche de compatibilité », « d'approche de conflit » et « d'approche sceptique ».

La première école de pensées ou « l'approche de compatibilité » défend l'idée selon laquelle la démocratie a un effet positif sur la croissance. Selon Feng (2004), les gouvernements démocratiques sont plus portés vers de bonnes performances économiques que ceux fondés sur d'autres arrangements politiques. La démocratie amène les gouvernements à promouvoir la liberté économique dans l'initiative privée des entrepreneurs (Heo et Tan, 2001) et constitue donc un atout pour la croissance (Przeworski et Limongi, 1993; Barro, 1999). En outre, North (1990) postule qu'au sein d'un pays démocratique, si le gouvernement régule l'économie de façon inadaptée, le mécanisme électoral offre la possibilité aux citoyens de l'écarter. Ce même dispositif tend aussi à dissuader le copinage et la corruption (Mesquita et al, 2001). Rodrik (1999) et Baum et Lake (2003) montrent que la démocratie assure une croissance stable et durable, en limitant l'intervention de l'Etat dans l'économie, tout en favorisant son rôle dans les domaines de l'éducation, la santé et la justice.

La deuxième école de pensée ou « l'approche de conflit » soutient que dans les pays en développement, le fait de garder au moins une certaine capacité pour résister aux pressions populistes est nécessaire pour la croissance. On postule qu'étant donné que les individus à faible revenu ont une forte demande pour la consommation immédiate, ils useront de leur pouvoir politique pour faire accroître les salaires et les taxes sur le capital (Nelson, 1987). Ils voteront pour des politiques de redistribution de revenus qui entravent l'accumulation des profits et en conséquence l'investissement (Alesina et Rodrik, 1994 ; Persson et Tabellini, 1994 ; Acemoglu et Robinson, 2006). La démocratie peut donc évincer l'investis-

sement et par là même, freiner la croissance économique (Wade, 1990 ; Asiedu et Lien, 2011).

La troisième école de pensée ou « l'approche sceptique » rejette l'idée qu'une relation entre démocratie et croissance puisse être systématique. Pour cette école, des systèmes politiques différents peuvent retenir des choix de politiques économiques semblables. L'effet du système politique sur la croissance est donc peu significatif (Pye, 1966).

L'analyse empirique des effets de la démocratie sur la croissance économique n'établit pas non plus de consensus. Sur 13 travaux empiriques examinés par Sirowy et Inkeles (1990), trois aboutissent à un effet négatif de la démocratie sur la croissance, quatre à un effet positif et six à une relation non significative. Przeworski et Limongi (1993) comparent 21 études empiriques et trouvent huit résultats qui indiquent un effet positif, huit autres indiquent un effet négatif et cinq valident l'absence d'une relation entre démocratie et croissance économique. Brunetti (1997) constate que sur 17 travaux économétriques observés, neuf obtiennent une relation non significative, quatre parviennent à un effet positif et quatre autres détectent des effets négatifs. Kurzman et al. (2002) recensent 47 études quantitatives parmi lesquelles dix-neuf indiquent une relation positive entre démocratie et croissance, six repèrent une relation négative et dix trouvent une relation non significative. Une analyse de certains résultats empiriques récents conforte principalement deux tendances. La première tendance indique qu'il n'y a pas d'effet direct de la démocratie sur la croissance (Giavazzi et Tabellini (2005), Doucouliagos et Ulubasoglu (2008) ; Sandalcilar (2013) ; Freund et Jaud (2014)) et la seconde qu'il y a un effet positif direct (Knutsen (2011) ; Madsen et al. (2015) ; Acemoglu et al. (2014)).

Quelques études ont été menées dans le cas spécifique des pays africains. Les résultats auxquels ils aboutissent ne dérogent pas à la règle d'un manque de consensus. En effet, en analysant 30 pays d'Afrique subsaharienne entre 1975 et 2004, Fosu (2008) montre que la relation entre la démocratie et la croissance varie avec le niveau de stabilité politique qui prévaut au sein d'une nation. Narayan et al. (2011) testent la causalité entre démocratie et croissance sur un échantillon de 30 pays d'Afrique subsaharienne entre 1975 et 2001. Ils établissent que la démocratie explique positivement la croissance économique et non l'inverse. A l'aide d'un système d'équations simultanées, Abdoulaye (2014) examine la relation entre la démocratie et la croissance dans les pays de l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine, sur la période allant de 1975 à 2008. L'étude établit que la démocratie exerce des effets positifs sur la croissance.

En somme, deux constats majeurs se dégagent de la revue de la littérature. D'une part, très peu d'études prennent les pays africains pour objet d'étude. D'autre part, les études existantes n'évaluent pas l'effet de la démocratie sur la croissance par le biais de l'alternance des dirigeants au pouvoir. Cette étude se propose de combler ces lacunes pour le cas spécifique des pays d'Afrique subsaharienne.

2. STRATÉGIE EMPIRIQUE

2.1. Le modèle

Le modèle de référence de cette étude est de type Solow (1956), « augmenté » comme dans les travaux de Mankiw et al. (1992). Le modèle intègre les déterminants usuels de la production en considérant aussi deux indicateurs relatifs à l'alternance des dirigeants au pouvoir : le nombre d'alternances réalisées depuis 1960 et le fait d'être en année d'alternance.

Formellement, on considère initialement la fonction de production de type Cobb-Douglas suivante :

$$Y_{i,t} = V_{i,t} K_{i,t}^{\alpha} L_{i,t}^{\beta} \quad (1)$$

où α et β sont des paramètres positifs dont la somme peut être supérieure ou égale à l'unité. $Y_{i,t}$ est la production. $K_{i,t}$ et $L_{i,t}$ sont respectivement les stocks de capital et de travail du pays i à la date t , et $V_{i,t}$ traduit la productivité « autonome ».

Après une désagrégation des variables par log-différentiation, on obtient le modèle linéaire suivant :

$$y_{i,t} = v_{i,t} + \alpha k_{i,t} + \beta l_{i,t} \quad (2)$$

où $v_{i,t}$, $k_{i,t}$ et $l_{i,t}$ désignent respectivement les taux de croissance de V , K et L du pays i à la date t .

Le vecteur de variables $v_{i,t}$ peut se décomposer comme une combinaison linéaire d'autres facteurs tels que :

$$v_{i,t} = a_{i,t} + a_1 \text{nbre_alt}_{i,t} + a_2 \text{an_alt}_{i,t} + \sum_{j=1}^N b_j z_{j,i,t} \quad (3)$$

où $a_{i,t}$ est l'évolution du niveau de technologie exogène ; $\text{nbre_alt}_{i,t}$ mesure le nombre d'alternances réalisées depuis 1960 à la tête d'un pays i à la date t ; $\text{an_alt}_{i,t}$ prend la valeur 1 si l'année considérée est une année d'alternance et 0 sinon ;

$\sum_{j=1}^N b_j z_{j,i,t}$ est la somme pondérée de N autres variables susceptibles d'influencer l'output, à savoir le taux d'ouverture commerciale et le taux d'inflation dans ce travail. a_1 , a_2 et b_j sont des paramètres.

En combinant les équations (2) et (3), on obtient le principal modèle de l'étude :

$$y_{i,t} = a_{i,t} + a_1 \text{nbre_alt}_{i,t} + a_2 \text{an_alt}_{i,t} + \sum_{j=1}^N b_j z_{j,i,t} + \alpha k_{i,t} + \beta l_{i,t} + \varepsilon_{i,t} \quad (4)$$

avec $\varepsilon_{i,t}$ qui représente le terme d'erreurs du modèle stochastique.

Cette équation (4) est estimée sur le plan économétrique. Puis, nous introduisons un vecteur τ_t de variables temporelles dans l'équation (4). Chaque variable du vecteur τ_t prend la valeur 1 lorsque l'observation considérée correspond à l'année que désigne cette variable, et 0 sinon. Le nouveau modèle qu'on obtient se spécifie sous la forme de l'équation (5) suivante :

$$y_{i,t} = a_{i,t} + a_1 \text{nbre_alt}_{i,t} + a_2 \text{an_alt}_{i,t} + \sum_{j=1}^N b_j z_{j,i,t} + \alpha k_{i,t} + \beta l_{i,t} + \tau_t + \varepsilon'_{i,t} \quad (5)$$

avec, pour le pays i à la date t , $a_{i,t}$ l'évolution du niveau de technologie exogène ; $\text{nbre_alt}_{i,t}$ le nombre d'alternances réalisées à la tête de l'Etat depuis 1960 ; $\text{an_alt}_{i,t}$ une variable dummy qui prend la valeur 1 en année d'alternance et 0 sinon. La somme pondérée de N autres variables désigne le taux d'ouverture commerciale et le taux d'inflation, $k_{i,t}$ et $l_{i,t}$ respectivement les taux de croissance du stock de capital et du travail, a_1 , a_2 , b_j , α et β des paramètres, τ_t le vecteur de variables temporelles ; $\varepsilon'_{i,t}$ est le terme d'erreur.

Chacun des deux modèles d'étude (équation (4) et équation (5)) est estimé à deux reprises par la méthode des moindres carrés généralisés. La seconde estimation se distingue de la première en corrigeant les écarts-types des effets de cluster. Toutes les estimations sont robustes en termes d'hétéroscédasticité et des tests de stationnarité sont au préalable effectués sur les variables.

Enfin, pour conforter la robustesse des modèles des équations (4) et (5), nous effectuons une analyse portant sur des sous-groupes de pays. Nous distinguons les pays d'Afrique subsaharienne selon leurs langues nationales et leurs régions géographiques. Nous réestimons ainsi les modèles des équations (4) et (5) en considérant les pays de langues anglophone, francophone et lusophone d'une part, puis les pays d'Afrique de l'Ouest, de l'est, australe et centrale d'autre part, pour saisir s'il y a des spécificités.

2.2. Source et traitement des données

Les données nécessaires pour réaliser cette étude couvrent un panel non cylindré de 42 pays d'Afrique subsaharienne, observés entre 1970 et 2016. Elles sont collectées de manière primaire pour ce qui est des variables relatives à l'alternance des dirigeants au pouvoir, et secondaire pour le reste. Précisément, les variables explicatives décrivant l'alternance des dirigeants au pouvoir sont obtenues après avoir fait une revue de la littérature sur l'histoire politique des pays africains. La variable dépendante (taux de croissance du PIB) et les variables explicatives de contrôle (taux de croissance du capital mesuré par les investissements, taux de croissance du travail mesuré par la population, taux d'ouverture commerciale³ et taux d'inflation) sont extraites de *World Development Indicators de la Banque Mondiale* (World Bank, 2018). Le Tableau 1 donne des statistiques descriptives sur les variables de source secondaire.

Tableau 1. Statistiques descriptives des variables

Variabes	Obs.	Min.	Max.	Moyenne	Ecart-type
Croissance du PIB	1845	-50.24	149.9	4.003	7.405
Croissance de l'investissement	1159	-294.2	2357.6	10.01	76.14
Croissance de la population	2111	-6.185	11.81	2.607	1.204
Ouverture commerciale	1750	1.844	6.276	4.146	0.498
Taux d'inflation	1844	-31.57	26762	40.20	652.9

Source : Auteurs à partir des données de la Banque mondiale.

Entre 1970 et 2016, le taux de croissance moyen du PIB a été d'environ 4% par an au sein des pays d'Afrique subsaharienne. Dans la même période, le taux de croissance moyen de l'investissement en capital a été d'à peu près 10%. La population s'est en moyenne accrue d'un peu plus de 2,5% par an. Le commerce extérieur représente en moyenne près de 4% du PIB sur la période. Le taux d'inflation a été en moyenne de près de 40% par an sur le continent. La dispersion des séries autour de leur moyenne est la plus forte pour le taux d'inflation et la plus faible pour l'ouverture au commerce.

Les valeurs maximales et minimales de certaines variables, bien qu'étant surprenantes, corroborent bien l'histoire des pays africains. Ainsi, le PIB de la Guinée Equatoriale a augmenté de 149% en 1997, suite à la découverte en 1996 de grandes réserves de pétrole dont l'exploitation a induit une très forte augmentation de la production. Au Rwanda, le génocide de 1994 détruisit les bases déjà fragiles de l'économie, en faisant chuter le PIB du pays de 50% jusqu'au niveau historiquement bas.

Les taux d'inflation record du Congo (ex-Zaire) ont marqué la dernière décennie du siècle passé, avec un pic au sommet de 26762% atteint en 1994. Ces années d'hyperinflation résultaient du mauvais choix des autorités du pays, résolues à

³ Mesuré par le logarithme de la somme des importations et des exportations rapportées au PIB.

compenser de grands déficits budgétaires⁴ par une émission massive et systématique de monnaie.

La guerre civile des années 1990 en Sierra Leone a conduit à des pertes en vies humaines mais aussi en matériels, avec un effondrement de l'investissement en capital de près de 300% en 1998. Cette année, une offensive militaire⁵ a mis à feu et à sang la capitale du pays. Le cycle de l'investissement a suivi le rythme de ce conflit, dont le but était le contrôle de la principale ressource du pays, le diamant. L'année 2000 marque l'entame de sortie de guerre où la reconstruction fondée sur l'exploitation légale du diamant fit rebondir l'investissement de 2357%⁶.

2.3. Statistiques sur l'alternance des dirigeants au pouvoir

Une revue de la littérature portant sur l'histoire politique des pays africains a permis de construire deux variables qui décrivent l'alternance des dirigeants au pouvoir. La première variable indique le nombre d'alternances réalisées à la tête d'un pays depuis 1960. En effet, l'histoire retient cette année comme celle marquant le début de l'ère des indépendances pour la plupart des pays. La *première variable* d'alternance prend donc la valeur 0 chaque année précédant la première accession d'un nouveau chef d'Etat au pouvoir dans un pays donné. Elle prend la valeur 1 dès l'année de cette première accession jusqu'à celle précédant la seconde. La valeur 2 correspond aux années partant de la deuxième accession jusqu'à celle précédant la troisième ; et ainsi de suite, elle arrive à sa plus grande valeur entre l'année de la dernière accession au pouvoir et 2016. Le détail des chiffres sur cette variable est présenté en annexe (Tableau 4A). La *seconde variable* est une dummy qui est égale à 1 si l'année considérée est une année d'alternance et 0 sinon. Les détails sur cette variable sont également présentés en annexe (Tableau 5A).

Tableau 2. Statistiques sur l'alternance des dirigeants au pouvoir en Afrique subsaharienne

Variabiles	Nature	Obs.	Min	Max	Obs = 0 (en %)	Obs = 1 (en %)	Moy.	Ecart- type
<i>Nombre d'alternances</i>	quantitative discrète	2006	0	13	-	-	3,568	2,520
<i>Année d'alternance</i>	qualitative dichotomique	2006	0	1	1804 (90%)	204 (10%)	-	-

Source : Auteurs à partir des données primaires collectées dans la littérature.

Les statistiques du Tableau 2 donnent une synthèse des informations relatives aux deux variables d'alternance. Le pays ayant connu le plus grand nombre de changements depuis 1960 est le Bénin, avec une 13^{ième} alternance en 2016. A l'inverse, jusqu'en 1993 l'Erythrée n'avait pas encore réalisé sa première alternance depuis 1960, tout comme la Guinée jusqu'en 1984 et l'Eswatini (Ex-Swaziland) jusqu'en 1982. Enfin, les années d'accession de nouveaux chefs d'Etat au pouvoir représentent à peu près 10% du temps écoulé au sein des pays africains.

⁴ Ces déficits étaient principalement dus aux dépenses militaires et au train de vie somptuaire de la classe dirigeante.

⁵ Cette offensive fut menée par la RUF (*Revolutionary United Front*) et l'AFRC (*Armed Forces Revolutionary Council*) dans le cadre d'une opération baptisée *No Living thing* (en français, « plus rien de vivant »).

⁶ Cette reconstruction fondée sur l'exploitation légale du diamant fut rendue possible grâce à l'application d'un embargo voté par l'ONU sur le trafic illégal des pierres.

3. RÉSULTAT DES MODÈLES ET INTERPRÉTATION

3.1. Estimation et analyse des effets de l'alternance des dirigeants sur la croissance économique en Afrique subsaharienne

Certaines variables incluses dans les modèles de l'étude peuvent poser des problèmes de stationnarité, vu qu'elles renferment des séries macroéconomiques avec une dimension temporelle longue. Des tests de racine unitaire ont par conséquent été effectués sur ces variables. On conclut qu'elles sont toutes stationnaires (Tableau 1A en annexe).

On peut donc estimer les modèles explicatifs de la croissance par les caractéristiques de l'alternance des dirigeants au pouvoir. Les résultats figurent au tableau 3. Les estimations ayant des écarts-types simples sont présentées à la colonne 1 (modèle sans prise en compte des effets temporels) et à la colonne 2 (modèle avec prise en compte des effets temporels). Les estimations avec des écarts-types corrigés occupent la colonne 3 (modèle sans prise en compte des effets temporels) et la colonne 4 (modèle avec prise en compte des effets temporels).

Tableau 3. Effets de l'alternance des dirigeants au pouvoir sur la croissance économique des pays d'Afrique subsaharienne

	Variable dépendante : Croissance du PIB			
	Modèle sans effets temporels	Modèle avec effets temporels	Modèle sans effets temporels	Modèle avec effets temporels
	(1)	(2)	(3)	(4)
	Ecart-types simples		Ecart-types corrigés	
<i>Croissance de l'investissement</i>	0.010*** (0.003)	0.010*** (0.003)	0.010 (0.008)	0.010 (0.008)
<i>Croissance de la population</i>	0.924*** (0.216)	0.818*** (0.230)	0.924*** (0.316)	0.818** (0.330)
<i>Ouverture commerciale</i>	4.289*** (0.654)	4.659*** (0.747)	4.289** (2.126)	4.659* (2.502)
<i>Taux d'inflation</i>	-0.0003 (0.0003)	-0.0002 (0.0003)	-0.0003*** (0.0004)	-0.0002** (0.0007)
<i>Nombre d'alternance</i>	0.263** (0.129)	0.360* (0.186)	0.263** (0.105)	0.360*** (0.139)
<i>Année d'alternance</i>	-2.147*** (0.778)	-2.263*** (0.786)	-2.147*** (0.698)	-2.263*** (0.858)
<i>Constante</i>	-17.24*** (2.903)	-20.64*** (3.691)	-17.24** (8.365)	-20.64* (10.80)
Observations	1,110	1,110	1,110	1,110
Nombre de pays	42	42	42	42

*Ecarts-types entre parenthèses. Significativité à 1% (***), 5% (**), 10% (*).*

Source : Auteurs.

Il ressort des résultats du Tableau 3 que l'alternance des dirigeants au pouvoir affecte la croissance économique de deux manières. En premier lieu, le nombre d'alternances réalisées depuis 1960 a un effet positif sur la croissance d'un pays. Précisément, l'élasticité de la croissance par rapport au nombre d'alternances est de 0,26% ou 0,36%, respectivement dans les modèles sans ou avec effets temporels. Ce résultat se vérifie dans les quatre modèles estimés, avec une significativité qui varie entre 1% et 10%. En second lieu, le fait d'être en année d'alternance influe négativement sur la croissance. Ce résultat est valable pour tous les modèles avec une significativité de 1%.

Enfin, les coefficients associés aux variables de contrôle des modèles ont les signes attendus. La croissance de l'investissement, la croissance de la population et l'ouverture commerciale affectent positivement la croissance économique, l'inflation l'affecte négativement. Ces coefficients sont pour la plupart significatifs aux seuils requis.

Les résultats de cette étude donnent lieu à deux interprétations particulières concernant l'influence de l'alternance des dirigeants sur la croissance des pays d'Afrique subsaharienne. Il convient de distinguer l'effet de long terme et l'effet de court terme de l'alternance. En effet, les variables d'alternance retenues décrivent deux phénomènes spécifiques dans le temps. La première variable, le nombre d'alternances, additionne les accessions de nouveaux chefs d'État au pouvoir depuis 1960. La seconde variable, l'année d'alternance, marque juste de façon ponctuelle chaque année de nouvelle accession. Ainsi, les résultats à interpréter décrivent l'effet qu'a l'alternance via des évolutions de long terme (somme des changements survenus sur plusieurs années) et de court terme (changement ponctuel en une année).

A long terme, la somme des alternances déjà réalisées à la tête d'un pays a un effet positif sur la croissance. Ce résultat rejoint ceux de Rodrik (1998) et Acemoglu et al. (2014) pour qui la démocratie peut mener à la croissance, sous l'hypothèse que les pratiques démocratiques aient un effet dissuasif sur les dirigeants tentés d'opter pour de mauvais choix de politiques économiques. Pour ainsi dire, un dirigeant voudra sans doute laisser un bilan économique satisfaisant, s'il sait être contraint de céder le pouvoir au terme de ses mandats légaux, sachant qu'il aura peut-être à répondre de ce bilan.

A court terme, l'alternance à la tête de l'État a par contre un effet négatif sur la croissance. Le fait d'être en année d'alternance freine la croissance, car les pratiques et les mécanismes qui accompagnent les changements ont un coût immédiat. Lorsqu'ils sont démocratiques, ces mécanismes concernent souvent l'organisation du scrutin électoral et ses accessoires. Lorsqu'ils sont antidémocratiques, ces mécanismes déstabilisent l'activité économique. Mais la nature démocratique ou non des mécanismes ne change rien au résultat de cette étude qui rejoint ici les auteurs pour qui la démocratie et ses principes ont un effet négatif sur la croissance économique (Barro 1996 ; Rodrik, 1999 ; Acemoglu et Robinson, 2006 ; De Haan 2007 ; Besley et Kudamatsu 2008 ; Asiedu et Lien, 2011).

3.2. Résultats dans les pays d'Afrique anglophone, francophone et lusophone

Vu que les pays d'Afrique subsaharienne ne forment pas un ensemble homogène sur les plans linguistique et géographique, nous les avons regroupés selon leurs langues nationales et leurs régions géographiques (Tableau 6A en annexe). Les modèles des équations (4) et (5) sont ré-estimés sur les sous-groupes ainsi formés. Les premières estimations portent sur les pays d'Afrique anglophone, francophone et lusophone. Les résultats sont présentés dans le Tableau 2A.

Pour l'Afrique anglophone, les liens de l'alternance à la croissance sont significatifs pour les modèles sans effets temporels, que l'on ait les écarts-types simples ou corrigés (Tableau 2A, colonnes 1 et 3). S'agissant des modèles avec effets temporels, les liens de long terme (positifs) et de court terme (négatifs) sont significatifs pour des écarts-types simples (Tableau 2A, colonne 2) et non significatifs pour des écarts-types corrigés (Tableau 2A, colonne 4).

Concernant l'Afrique francophone, les estimations montrent que seule la relation de long terme dans le modèle avec effets temporels n'est pas significative (Tableau 2A, colonnes 6 et 8). Les autres liens (court et long terme) sont tous significa-

tifs avec des signes identiques à ceux de l'estimation principale, en présence d'écart-types simples ou corrigés.

Les résultats de l'Afrique lusophone ne sont pas significatifs, à l'exception du lien positif de long terme dans le modèle avec effets temporels et écart-types corrigés (Table 2A, colonne 12). Toutefois, les signes des coefficients associés aux liens de long terme (positifs) et de court terme (négatifs) demeurent dans le modèle sans effets temporels (Tableau 2A, colonnes 9 et 12). Il convient de noter que le nombre de pays considérés ici est limité et donc les résultats fragiles.

Nous remarquons enfin que dans la relation de long terme, la croissance économique des pays d'Afrique anglophone réagit plus positivement à l'alternance que ce n'est le cas dans les pays d'Afrique francophone. En effet, l'élasticité de la croissance par rapport au nombre d'alternances se situe dans une fourchette comprise entre 0,2% et 0,3% pour les pays d'Afrique anglophone, contre 0,03% et 0,1% pour les pays d'Afrique francophone. En outre, l'effet négatif dans l'année qu'a l'alternance sur la croissance est moins important dans les pays d'Afrique anglophone que les pays d'Afrique francophone.

3.3. Résultats dans les pays d'Afrique de l'Ouest, de l'est, australe et centrale

Nous distinguons aussi les pays d'Afrique de l'Ouest, de l'est, australe et centrale.

Les résultats pour l'Afrique de l'Ouest établissent un lien de l'alternance à la croissance positif et significatif à long terme, négatif et significatif à court terme, lorsqu'on considère les écart-types simples (Tableau 3A, colonnes 1 et 2). On obtient les mêmes signes pour les résultats avec des écart-types corrigés (Tableau 3A, colonnes 3 et 4), à l'exception du lien de long terme dans le modèle avec effets temporels qui n'est pas significatif.

Pour l'Afrique de l'Est, les relations de long terme (positive) et de court terme (négative) sont significatives avec des écart-types simples, excepté celle de long terme du modèle avec effets temporels (Tableau 3A, colonnes 5 et 6). Les signes sont similaires pour les modèles avec écart-types corrigés (Tableau 3A, colonnes 7 et 8).

Les résultats obtenus pour l'Afrique australe ne sont pas significatifs quand nous considérons les modèles sans effets temporels (Tableau 3A colonnes 9 à 11). Toutefois, la relation de long terme est significativement positive et celle de court terme significativement négative, lorsque nous observons les modèles avec effets temporels (Tableau 3A, colonnes 10 et 12).

Les résultats trouvés pour l'Afrique centrale ne sont pas significatifs et révèlent des liens de long et de court terme négatifs, qu'il s'agisse des modèles sans effets temporels (Tableau 3A colonnes 13 et 15) ou des modèles avec effets temporels (Tableau 3A colonnes 14 et 16).

On constate que dans la relation de long terme la croissance économique des pays d'Afrique de l'Ouest réagit plus positivement à l'alternance que celle des pays d'Afrique de l'Est. Précisément, l'élasticité de la croissance par rapport au nombre d'alternances est comprise dans une fourchette allant de 0,2% à 0,4% pour les pays d'Afrique de l'Ouest, contre 0,08% et 0,3% pour les pays d'Afrique de l'Est. Pour la relation de court terme en revanche, l'effet négatif de l'alternance est plus important en Afrique de l'Ouest dans les modèles de croissance sans effets temporels, et est tout aussi important en Afrique de l'Est dans les modèles avec effets temporels.

3.4. Résultats : quelques fondements géopolitiques

Les résultats suggèrent que l'alternance des chefs d'Etat profite plus à la croissance des pays d'Afrique anglophone que francophone. D'un point de vue géopoliti-

tique, cela viendrait du fait que la démocratie se soit plus développée dans les pays anglophones que francophones (Lipset, Seong et Torres, 1993). Ainsi, le niveau de développement démocratique où s'opère l'alternance des dirigeants affecte les résultats d'une région à l'autre. Dans les pays anglophones, plus démocratiques, les coûts de changements de court terme (scrutin électoral, troubles politiques, etc.) sont moindres et les gains de long terme plus importants en termes de croissance. La situation s'inverse dans les pays francophones, moins démocratiques, avec des coûts d'alternance plus importants à court terme et des gains de croissance moins importants à long terme. Des faits stylisés corroborent cette idée d'une Afrique à deux vitesses où la zone anglophone est plus performante que la zone francophone. En effet, les deux dernières décennies montrent que l'Afrique francophone a connu environ 2,5 fois plus de coups d'état que l'Afrique anglophone (IDEA, 2016)⁷. Dans le même temps, les pays anglophones ont longtemps connu une croissance moyenne du PIB quasiment égale à 2 fois celle des pays francophones (FMI, 2017)⁸.

Les résultats montrent en outre qu'à long terme, l'alternance des chefs d'Etat améliore plus la croissance des pays d'Afrique l'ouest que celle des pays de l'Est ; mais qu'à court terme, aucun ordre ne peut être établi entre les deux régions. L'analyse géopolitique fondée sur le découpage géographique paraît par conséquent moins tranchée que celle fondée sur le critère linguistique. Cela peut dériver du fait que les deux régions géographiques ont chacune des pays anglophones et francophones qu'elles englobent.

CONCLUSION

L'objectif de ce travail était d'étudier la manière dont l'alternance des dirigeants au pouvoir affecte la croissance économique au sein des pays d'Afrique subsaharienne. Pour y parvenir, on a estimé un modèle de croissance dans lequel le nombre d'alternances réalisées dans un pays depuis 1960 et le fait d'être en année d'alternance servent de variables explicatives. Les données utilisées couvrent un panel de 42 pays observés entre 1970 et 2016.

Les résultats montrent que l'alternance des dirigeants au pouvoir affecte la croissance économique de manière ambivalente. Précisément, la somme des alternances accumulées par un pays a un effet positif sur la croissance de long terme. Mais, le fait d'être en année d'alternance implique des coûts de changement ponctuel qui influent négativement sur la croissance à court terme.

Des spécificités apparaissent toutefois en fonction des zones de pays. On constate que l'alternance des chefs d'Etat profite plus à la croissance des pays d'Afrique anglophone que francophone, tant à court terme qu'à long terme. En outre, cette alternance profite plus à la croissance des pays d'Afrique de l'Ouest que de l'est, mais seulement à long terme.

Des propositions peuvent de là être formulées au niveau global. Il s'agit pour les pays d'Afrique subsaharienne de trouver le bon équilibre dans le rythme et les conditions de l'alternance des dirigeants au pouvoir. Les constitutions nationales peuvent matérialiser cela en définissant des limites plafond et plancher sur le nombre de mandats au pouvoir. Dès lors un prolongement de ce travail est d'évaluer, pour les différents pays, le nombre et la durée de mandats dans lesquels l'exercice de la fonction de chef d'Etat joue au mieux en faveur de la croissance économique.

⁷ Sur 95 coups d'Etat, 53 ont eu lieu en Afrique francophone, contre 22 en Afrique anglophone.

⁸ Les pays anglophones ont expérimenté une croissance de 6 à 7%, tandis que les pays francophones ont enregistré une croissance moyenne de l'ordre de 3 à 4%.

REFERENCES

- Abdoulaye D.**, 2014, Démocratie et croissance économique dans les pays de l'UEMOA: quels liens, http://www.ecoasso.org/articles/Abdoulaye_Dramane1.pdf
- Acemoglu D., Naidu S., Restrepo P., Robinson J.A.**, 2014, Democracy Does Cause Growth, NBER Working Paper 20004, *National Bureau of Economic Research*, Inc.
- Acemoglu D., Robinson S.**, 2006, Economic Origins of Dictatorship and Democracy, *Cambridge: Cambridge University Press*.
- Alesina A., Rodrik D.**, 1994, Distributive Politics and Economic Growth, *Quarterly Journal of Economics*, 59, 2, 465-490.
- Asiedu E., Lien D.**, 2011, Democracy, foreign direct investment and natural resources, *Journal of International Economics*, 84, 99-111.
- Barro R.J.**, 1996, Democracy and Growth, *Journal of Economic Growth*, 1, 1, 1-27.
- Barro R.J.**, 1997, Determinants of Economic Growth: A Cross-Country Empirical Studies, *MIT Press, Cambridge, Mass.*
- Barro R.J.**, 1999, Determinant of Democracy, *Journal of Political Economy*, 107, 158-183.
- Baum M.A., Lake D.A.**, 2003, The Political Economy of Growth: Democracy and Human Capital, *American Journal of Political Science*, 47, 2, 333-347.
- Besley B., Kudamatsu M.**, 2008, Making Autocracy Work, *Harvard University Press*, 452-510.
- Borner S., Weder B.**, 1995, Political Credibility and Economic Development, *New York: Macmillan Press*.
- Brunetti A.**, 1997, Political Variables in Cross-Country Growth Analysis, *Journal of Economic Survey*, 11, 163-90.
- Commission Economique pour l'Afrique**, 2009, *Rapport sur la gouvernance en Afrique II*, Commission Economique pour l'Afrique, Addis-Abeba.
- De Haan J.**, 2007, Political institutions and economic growth reconsidered, *Public Choice*, 131, 281-92.
- Doucouliaagos H., Ulubasoglu M.A.**, 2008, Democracy and Economic Growth: A Meta-Analysis, *American Journal of Political Science*, 52, 1, 61-83.
- Feng Y.**, 2004, Democracy, Governance and Economic Performance: Theory and Evidence, *Journal of Economic Literature*, 42, 4, 1120-1121.
- Fischer S.**, 1993, The Role of Macroeconomic Factors in Growth, *Journal of Monetary Economics*, 32, 485-512.
- Fonds Monétaire International**, 2017, Perspectives économiques régionales : Afrique subsaharienne Faire redémarrer la croissance, *Études économiques et financières - Fonds monétaire international*.
- Fosu A.K.**, 2008, Democracy and growth in Africa: Implications of increasing electoral competitiveness, *Economics Letters*, Elsevier, 100, 3, 442-444.
- Frankel J., A., Romer D., H.**, 1999, Does Trade Cause Growth, *American Economic Review*, 89, 3, 379-399.
- Freund C., Jaud M.**, 2014, Regime Change, Democracy, and Growth, Working Paper Series n° WP14-1, *Peterson Institute for International Economics*.
- Giavazzi F., Tabellini G.**, 2005, Economic and Political Liberalizations, *Journal of Monetary Economics*, 52, 1297-1330.
- Helliwell J.**, 1994, Empirical Linkages Between Democracy and Economic Growth, *British Journal of Political Science*, 24, 225-248.
- Heo U., Tan A.C.**, 2001, Democracy and Economic Growth: A Causal Analysis, *Comparative Politics*, 33, 4, 463-473.
- International Institute for Democracy and Electoral Assistance**, 2016, Approfondir la transition vers la Gouvernance démocratique en Afrique centrale, last accessed on 10 June 2016, <https://www.idea.int/sites/default/files/publications/approfondir-la-transition-en-afrique-centrale.pdf>
- Kaufmann D., Kraay A., Zoido-Lobaton P.**, 1999, Governance Matters, *World Bank Policy Research*, Working Paper, N°2196, Washington, D.C.

- Knutsen C.H.**, 2011, Democracy and economic growth: A changing relationship? In *Governing the Global Economy: Politics, Institutions, and Economic Development*, ed. Dag Harald Claes et Carl Henrik Knutsen. London: Routledge, 171–188.
- Kurzman C., Werum R., Burkhart R.E.**, 2002, Democracy's Effect on Economic Growth: a Pooled Time-Series Analysis, 1951-1980, *Studies in Comparative International Development*, 37, 1, 3-33.
- Lipset S.M., Seong J-R., Torres J-C.**, 1993, A Comparative Analysis of the Social Requisites of Democracy, *International Social Science Journal*, may, 155-175.
- Madsen B.J., Raschky P.A., Skali A.**, 2015, Does democracy drive income in the world, 1500–2000? , *European Economic Review*, 78,175-195.
- Mankiw N.G., Romer D., Weil D.N.**, 1992, A Contribution to the Empirics of Economic Growth , *Quarterly Journal of Economics*, 107, 2, 407-437
- Mesquita B., Morrow J.D., Randolph S., Smith A.**, 2001, Political Competition and Economic Growth, *Journal of Democracy*, 12, 58-72.
- Minier J.A.**, 1998, Democracy and Growth: Alternative Approaches, *Journal of Economic Growth*, 3, 241–266.
- Mo, 2001**, Corruption and economic growth, *Journal of Comparative Economics*, 29
- Narayan P.K., Narayan S., Smyth R.**, 2011, Does democracy facilitate economic growth or does economic growth facilitate democracy? An empirical study of Sub-Saharan Africa, *Economic Modelling*, 28, 900–910.
- Nelson J.**, 1987, Political Development, In *Understanding Political Development*”, eds. Weiner M., Huntington S. P. Boston: Little Brown.
- North D.C.**, 1990, Institutions, Institutional Change and Economic Performance, *Cambridge University Press*, UK
- Papaioannou E., Siourounis G.**, 2008, Democratisation and Growth, *The Economic Journal*, 118, 532.
- Persson T., Tabellini G.**, 1994, Is Inequality Harmful for Growth? Theory and Evidence, *American Economic Review*, 84, 3, 600-621.
- Persson T., Tabellini G.**, 2009, Democratic Capital: The Nexus of Political and Economic Change, *American Economic Journal, Macroeconomics*, 1, 2, 88-126.
- Przeworski A., Alvarez M.E., Cheibub J.A., Limongi F.**, 2000, Democracy and Development: Political Institutions and Well-Being in the World, 1950-1990 , *Cambridge University Press*.
- Przeworski A., Limongi F.**, 1993, Political Regimes and Economic Growth, *The Journal of Economic Perspectives*, 7, 3, 51-69.
- Pye L.W.**, 1966, Aspects of Political Development, *Boston: Little, Brown. Rock*,
- Rodrik D.**, 1998, Globalisation, Social Conflict and Economic Growth, *The World Economy*, 21, 2, 143–158.
- Rodrik D.**, 1999, Democracies Pay Higher Wages, *Quarterly Journal of Economics*, 114, 3, 707–38.
- Rodrik D., Wacziarg R.**, 2005, Do Democratic Transitions Produce Bad Economic outcomes?, *American Economic Review*, 95, 2, 50-55.
- Sandalcilar A.R.**, 2013, Democracy and Growth: Evidence from Transition Economies, *American International Journal of Contemporary Research*, 3, 1, 63-75.
- Senou J.I.**, 2016, Le nouvel avatar démocratique en Afrique : l'obsession du second mandat, *Revue française de droit constitutionnel*, 3, 107, 633-652.
- Sirouy L., Inkeles A.**, 1990, The Effect of Democracy on Economic Growth and Inequality: A Review, *Studies in Comparative International Development*, 25, 126-57.
- Solow R.M.**, 1956, A Contribution to the Theory of Economic Growth, *The Quarterly Journal of Economics*, 70, 1, 65-94.
- Tavares J., Wacziarg R.**, 2001, How democracy affects growth?, *European Economic Review*, 45, 1341-1378.
- Vencovsky D.**, 2007, Presidential Term Limits in Africa, *Conflict Trends* No
- Wade R.**, 1990, Governing the Market: Economic Theory and the Role of Government in East Asian Industrialization, *Princeton: Princeton University Press*.
- World Bank**, 2018, *World Development Indicators*.
<https://databank.worldbank.org/data/reports.aspx?source=world-development-indicators>

ANNEXES

Tableau 1A. Tests de stationnarité sur les variables

		Statistique	P-value
<i>Croissance du PIB</i>	<i>Inverse chi-squared(92)</i>	1195.4	0.000
	<i>Inverse normal</i>	-28.85	0.000
	<i>Inverse logit t(179)</i>	-48.62	0.000
	<i>Modified inv. chi-squared</i>	81.34	0.000
<i>Croissance de l'investissement</i>	<i>Inverse chi-squared(92)</i>	913.4	0.000
	<i>Inverse normal</i>	-24.12	0.000
	<i>Inverse logit t(179)</i>	-38.75	0.000
	<i>Modified inv. chi-squared</i>	63.99	0.000
<i>Croissance de la population</i>	<i>Inverse chi-squared(92)</i>	115.65	0.048
	<i>Inverse normal</i>	1.321	0.907
	<i>Inverse logit t(179)</i>	-0.019	0.492
	<i>Modified inv. chi-squared</i>	1.744	0.041
<i>Ouverture commerciale</i>	<i>Inverse chi-squared(92)</i>	161.31	0.000
	<i>Inverse normal</i>	-4.372	0.000
	<i>Inverse logit t(179)</i>	-4.682	0.000
	<i>Modified inv. chi-squared</i>	5.315	0.000
<i>Taux d'inflation</i>	<i>Inverse chi-squared(92)</i>	999.5	0.000
	<i>Inverse normal</i>	-25.33	0.000
	<i>Inverse logit t(179)</i>	-40.33	0.000
	<i>Modified inv. chi-squared</i>	66.90	0.000

Source : Auteurs à partir des données de la Banque mondiale.

Tableau 2A. Effets de l'alternance des dirigeants au pouvoir sur la croissance économique des pays d'Afrique anglophone, francophone et lusophone

	Variable dépendante : Croissance du PIB											
	Afrique anglophone				Afrique francophone				Afrique lusophone			
	Mod. sans Eff. temps (1)	Mod. avec Eff. temps (2)	Mod. sans Eff. temps (3)	Mod. avec Eff. temps (4)	Mod. sans Eff. temps (5)	Mod. avec Eff. temps (6)	Mod. sans Eff. temps (7)	Mod. avec Eff. temps (8)	Mod. sans Eff. temps (9)	Mod. avec Eff. temps (10)	Mod. sans Eff. temps (11)	Mod. avec Eff. temps (12)
<i>Croissance de l'investissement</i>	0.004* (0.002)	0.004 (0.003)	0.004 (0.003)	0.004 (0.003)	0.060*** (0.011)	0.054*** (0.011)	0.060** (0.026)	0.054* (0.028)	0.120*** (0.036)	0.107** (0.047)	0.120*** (0.025)	0.107*** (0.031)
<i>Croissance de la population</i>	1.742*** (0.330)	1.204*** (0.284)	1.742*** (0.474)	1.204** (0.534)	2.091*** (0.431)	2.192*** (0.433)	2.091*** (0.392)	2.192*** (0.375)	-0.610 (0.707)	-0.769 (1.268)	-0.610 (0.728)	-0.769 (1.530)
<i>Ouverture commerciale</i>	1.898** (0.911)	2.140*** (0.677)	1.898* (1.128)	2.140* (1.125)	0.154 (0.619)	-0.505 (0.662)	0.154 (0.952)	-0.505 (0.941)	8.074*** (2.037)	9.201*** (2.663)	8.074*** (2.627)	9.201** (3.810)
<i>Taux d'inflation</i>	-0.0301*** (0.012)	-0.0276** (0.013)	-0.0301*** (0.011)	-0.0276** (0.012)	-0.0157 (0.024)	-0.0272 (0.031)	-0.0157 (0.038)	-0.0272 (0.052)	-0.0190 (0.057)	0.0915 (0.075)	-0.0190 (0.065)	0.0915*** (0.014)
<i>Nombre d'alternance</i>	0.331** (0.159)	0.212* (0.111)	0.331** (0.168)	0.212 (0.199)	0.174* (0.089)	0.036 (0.105)	0.174*** (0.058)	0.0366 (0.075)	0.297 (0.718)	0.842 (0.837)	0.297 (0.260)	0.842* (0.470)
<i>Année d'alternance</i>	-1.365* (0.824)	-0.523 (0.872)	-1.365** (0.549)	-0.523 (0.726)	-2.199*** (0.765)	-2.456*** (0.794)	-2.199*** (0.641)	-2.456*** (0.705)	-0.893 (5.304)	1.074 (5.854)	-0.893 (1.259)	1.074 (1.535)
<i>Terme constant</i>	-8.991** (4.267)	-9.453** (3.767)	-8.991 (6.043)	-9.453 (5.812)	-4.275 (2.836)	-0.807 (3.376)	-4.275 (4.550)	-0.807 (5.178)	-28.11*** (9.347)	-37.39*** (13.46)	-28.11*** (9.451)	-37.39** (15.60)
Observations	470	470	470	470	399	399	399	399	131	131	131	131
Nbre de pays	17	17	17	17	15	15	15	15	7	7	7	7

Tableau 3A. Effets de l'alternance des dirigeants au pouvoir sur la croissance économique des pays d'Afrique de l'Ouest, de l'est, australe et centrale

		Variable dépendante : Croissance du PIB															
		Afrique de l'ouest				Afrique de l'est				Afrique australe				Afrique centrale			
		Md sans	Md avec	Md sans	Md avec	Md sans	Md avec	Md sans	Md avec	Md sans	Md avec	Md sans	Md avec	Md sans	Md avec		
		efftemp	efftemp	efftemp	efftemp	efftemp	efftemp	efftemp	efftemp	efftemp	efftemp	efftemp	efftemp	efftemp	efftemp		
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)	(16)
		E-Type	E-Type	E-Type	E-Type	E-Type	E-Type	E-Type	E-Type	E-Type	E-Type	E-Type	E-Type	E-Type	E-Type	E-Type	E-Type
		simples	corrégés	simples	corrégés	simples	corrégés	simples	corrégés	simples	corrégés	simples	corrégés	simples	corrégés	simples	corrégés
Crois inv.		0.002	0.003	0.002	0.003**	0.105***	0.106***	0.105***	0.106***	0.050***	0.051***	0.050*	0.051*	0.136***	0.129***	0.136***	0.129***
		(0.002)	(0.002)	(0.001)	(0.001)	(0.012)	(0.013)	(0.012)	(0.013)	(0.013)	(0.013)	(0.029)	(0.028)	(0.030)	(0.035)	(0.029)	(0.028)
Crois pop.		1.358***	1.275***	1.358***	1.275***	0.497**	0.354	0.497	0.354	1.032*	1.644***	1.032	1.644**	-0.392	-0.348	-0.392	-0.348
		(0.421)	(0.406)	(0.606)	(0.396)	(0.194)	(0.216)	(0.345)	(0.304)	(0.603)	(0.597)	(1.072)	(0.749)	(1.202)	(1.293)	(2.617)	(2.697)
Ouv. Com.		1.991**	0.276	1.991***	0.276	0.0612	-0.434	0.0612	-0.434	7.219***	6.907***	7.219**	6.907**	7.943***	8.015***	7.943**	8.015*
		(0.927)	(0.846)	(0.772)	(0.894)	(0.765)	(0.778)	(1.256)	(1.143)	(1.171)	(1.096)	(3.124)	(3.155)	(1.782)	(1.846)	(4.029)	(4.459)
Taux d'inf.		-0.038***	-0.026*	-0.038***	-0.026**	-0.015	-0.007	-0.015	-0.007	-0.002	-0.001	-0.0002*	-0.0001	-0.0001	-0.0001	-0.0001	-0.0001
		(0.013)	(0.013)	(0.008)	(0.011)	(0.013)	(0.014)	(0.021)	(0.026)	(0.0003)	(0.0003)	(0.0001)	(0.0001)	(0.0004)	(0.0005)	(0.0001)	(0.0002)
Nbre d'alt.		0.411***	0.201*	0.411**	0.201	0.337**	0.085	0.337*	0.085	-0.099	0.158	-0.099	0.158	-0.771	-0.938	-0.771	-0.938
		(0.133)	(0.103)	(0.163)	(0.144)	(0.161)	(0.169)	(0.177)	(0.295)	(0.250)	(0.245)	(0.264)	(0.408)	(0.573)	(0.638)	(0.988)	(1.050)
Année d'alt.		-2.019**	-1.804**	-2.019***	-1.804*	-1.776*	-2.226**	-1.776**	-2.226*	-0.954	-0.926	-0.954	-0.926	-1.432	-6.105	-1.432	-6.105
		(0.826)	(0.864)	(0.663)	(0.967)	(0.956)	(1.029)	(0.818)	(1.146)	(1.916)	(2.145)	(1.258)	(1.457)	(4.522)	(5.122)	(2.997)	(7.277)
Terme const.		-9.631**	-0.346	-9.631**	-0.346	0.466	4.419	0.466	4.419	-29.96***	-33.74**	-29.96***	-33.74**	-27.06***	-27.06***	-27.06***	-27.28**
		(4.007)	(4.068)	(3.888)	(4.091)	(3.324)	(4.119)	(4.930)	(4.912)	(5.449)	(5.881)	(11.51)	(14.62)	(7.098)	(8.840)	(10.12)	(13.77)
Obs		342	342	342	342	387	387	387	387	183	183	183	183	198	198	198	198
N. Pays		13	13	13	13	16	16	16	16	6	6	6	6	7	7	7	7

Ecart-types entre parenthèses et Significativité à 1% (***), 5% (**), 10% (*)

Tableau 4A. Données sur le nombre d'alternances des dirigeants au pouvoir en Afrique subsaharienne de 1970 à 1993

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993
Afrique du Sud	3	3	3	3	3	4	4	4	5	6	6	6	6	6	7	7	7	7	7	8	8	8	8	8
Bénin	8	8	9	9	9	9	9	9	9	9	9	9	9	9	9	9	9	9	9	9	9	10	10	10
Botswana	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Burkina Faso	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	2	2	3	4	4	4	4	5	5	5	5	5	5	5
Burundi	1	1	1	1	1	1	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	3	3	3	3	3	3	4
Cabo Verde						1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	2	2	2
Cameroun	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Comores						1	2	2	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	4	4	4	4	4
Congo Rép. D.	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Congo Rép.	2	2	2	2	2	2	2	3	3	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	5	5
Côte d'Ivoire	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	2
Djibouti								1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Érythrée	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
Éthiopie					1	1	1	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	3	3
Gabon	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Gambie	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3
Ghana	4	4	5	5	5	5	5	5	6	7	7	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8
Guinée équato.	1	1	1	1	1	1	1	1	1	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Guinée-Bissau				1	1	1	1	1	1	1	2	2	2	2	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3
Kenya	2	2	2	2	2	2	2	2	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3
Lesotho	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	2	2	2	2
Madagascar	0	0	1	1	1	2	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	4
Malawi	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Mali	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	3	4	4
Maurice																							1	1
Mozambique						1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	2	2	2	2	2	2	2	2
Namibie																					1	1	1	1
Niger	1	1	1	1	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	3	3	3	3	3	3	4
Nigéria	2	2	2	2	2	3	4	4	4	5	5	5	5	6	6	7	7	7	7	7	7	7	7	8
Ouganda	2	3	3	3	3	3	3	3	3	4	5	5	5	5	5	6	7	7	7	7	7	7	7	7
Rép. centrafric.	2	2	2	2	2	2	2	2	2	3	3	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	5
Rwanda	1	1	1	2	2	2	2	2	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3
Sénégal	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Seychelles							1	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Sierra Leone		1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	2	2	2	2	2	2	2	3	3
Somalie	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	3	3	3
Soudan du Sud																								
Swaziland	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	2	2	2	3	3	3	3	3	3	3	3
Tanzanie	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Tchad	1	1	1	1	1	2	2	2	2	3	3	3	4	4	4	4	4	4	4	4	5	5	5	5
Togo	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3
Zimbabwe	1	1	1	1	1	2	3	3	4	5	6	6	6	6	6	6	6	7	7	7	7	7	7	7

Tableau 4A (suite). Données sur le nombre d'alternances des dirigeants au pouvoir en Afrique subsaharienne de 1994 à 2016

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Afrique du Sud	9	9	9	9	9	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	11	11	11	11	11	11	11	11
Bénin	10	10	11	11	11	11	11	11	11	11	11	11	12	12	12	12	12	12	12	12	12	12	13
Botswana	2	2	2	2	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	4	4	4	4	4	4	4	4	4
Burkina Faso	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	6	6	6
Burundi	5	5	6	6	6	6	6	6	6	7	7	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8
Cabo Verde	2	2	2	2	2	2	2	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	4	4	4	4	4	4
Cameroun	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Comores	4	5	6	6	7	7	7	7	7	7	7	7	8	8	8	8	8	9	9	9	9	9	10
Congo Rép. D.	2	2	3	3	3	3	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4
Congo Rép.	5	5	5	6	6	6	6	6	6	6	6	6	6	6	6	6	6	6	6	6	6	6	6
Côte d'Ivoire	2	2	2	2	2	3	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	5	5	5	5	5	5
Djibouti	1	1	1	1	1	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Érythrée	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Éthiopie	3	4	4	4	4	4	4	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	6	6	6	6
Gabon	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	3	3	3	3	3	3	3	3
Gambie	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4
Ghana	8	8	8	8	8	8	8	9	9	9	9	9	9	9	9	10	10	10	11	11	11	11	11
Guinée équato.	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Guinée-Bissau	3	3	3	3	3	4	5	5	5	6	6	7	7	7	7	8	8	8	9	9	10	10	10
Kenya	3	3	3	3	3	3	3	3	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4
Lesotho	2	3	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4
Madagascar	4	4	5	6	6	6	6	6	7	7	7	7	7	7	7	8	8	8	8	8	9	9	9
Malawi	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	3	3	3	3	3	3	3	3	3	4	4	5	5
Mali	4	4	4	4	4	4	4	4	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	6	7	7	7	7
Maurice	1	1	1	1	1	1	1	1	2	3	3	3	3	3	3	3	3	3	4	4	4	5	5
Mozambique	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	4	4
Namibie	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	3	3
Niger	4	4	5	5	5	6	6	6	6	6	6	6	6	6	6	6	7	8	8	8	8	8	8
Nigéria	8	8	8	8	8	9	9	9	9	9	9	9	9	10	10	10	11	11	11	11	11	12	12
Ouganda	7	7	7	7	7	7	7	7	7	7	7	7	7	7	7	7	7	7	7	7	7	7	7
Rép. centrafric.	5	5	5	5	5	5	5	5	5	6	6	6	6	6	6	6	6	6	6	7	8	8	9
Rwanda	4	4	4	4	4	4	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5
Sénégal	2	2	2	2	2	2	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	4	4	4	4	4
Seychelles	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	4
Sierra Leone	3	3	4	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	6	6	6	6	6	6	6	6	6	6
Somalie	3	3	3	3	3	3	4	4	4	4	5	5	5	5	5	6	6	6	7	7	7	7	7
Soudan du Sud												1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Swaziland	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3
Tanzanie	2	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	5	5
Tchad	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5
Togo	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4
Zimbabwe	7	7	7	7	7	7	7	7	7	7	7	7	7	7	7	7	7	7	7	7	7	7	7

Source : Auteurs à partir des données primaires collectées dans la littérature.

Tableau 5A. Données de 1970 à 1993 sur l'alternance des dirigeants au pouvoir en Afrique subsaharienne (1 en année d'alternance et 0 sinon)

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	
Afrique du Sud	0	0	0	0	0	1	0	0	1	1	0	0	0	0	1	0	0	0	0	1	0	0	0	0	
Bénin	1	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0
Botswana	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Burkina Faso	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	1	1	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0
Burundi	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	1
Cabo Verde						1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0
Cameroun	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Comores						1	1	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0
Congo Rép. D.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Congo Rép.	0	0	0	0	0	0	0	1	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0
Côte d'Ivoire	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
Djibouti								1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Érythrée	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
Éthiopie					1	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0
Gabon	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Gambie	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ghana	1	0	1	0	0	0	0	0	1	1	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Guinée équato.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Guinée-Bissau				1	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Kenya	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Lesotho	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0
Madagascar	0	0	1	0	0	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
Malawi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Mali	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1	0
Maurice																								1	0
Mozambique						1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0
Namibie																						1	0	0	0
Niger	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	1
Nigéria	0	0	0	0	0	1	1	0	0	1	0	0	0	1	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	1
Ouganda	0	1	0	0	0	0	0	0	0	1	1	0	0	0	0	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0
Rép. centrafric.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
Rwanda	0	0	0	1	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Sénégal	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Seychelles							1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Sierra Leone		1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	1	0
Somalie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0
Soudan du Sud																									
Swaziland	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0
Tanzanie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Tchad	0	0	0	0	0	1	0	0	0	1	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0
Togo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Zimbabwe	1	0	0	0	0	1	1	0	1	1	1	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0

Tableau 5A (suite). Données de 1994 à 2016 sur l'alternance des dirigeants au pouvoir en Afrique subsaharienne (1 en année d'alternance et 0 sinon)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Afrique du Sud	1	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0
Bénin	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
Botswana	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0
Burkina Faso	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0
Burundi	1	0	1	0	0	0	0	0	0	1	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Cabo Verde	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0
Cameroun	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Comores	0	1	1	0	1	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	1
Congo Rép. D.	0	0	0	1	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Congo Rép.	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Côte d'Ivoire	0	0	0	0	0	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0
Djibouti	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Érythrée	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Éthiopie	0	1	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0
Gabon	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0
Gambie	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ghana	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	1	0	0	0	0
Guinée équato.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Guinée-Bissau	0	0	0	0	0	1	1	0	0	1	0	1	0	0	0	1	0	0	1	0	1	0	0
Kenya	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Lesotho	0	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Madagascar	0	0	1	1	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	1	0	0
Malawi	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	1	0	1	0	0
Mali	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1	0	0	0
Maurice	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	1	0
Mozambique	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0
Namibie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0
Niger	0	0	1	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1	0	0	0	0	0
Nigéria	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	1	0	0	0	0	1	0
Ouganda	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Rép. centrafric.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1	0	1
Rwanda	1	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Sénégal	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0
Seychelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
Sierra Leone	0	0	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Somalie	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	1	0	0	0	0	1	0	0	1	0	0	0	0
Soudan du Sud												1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Swaziland	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Tanzanie	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0
Tchad	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Togo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Zimbabwe	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Source : Auteurs à partir des données primaires collectées dans la littérature.

Tableau 6A. Pays d'Afrique subsaharienne répartis par zones linguistiques et géographiques (nombre de pays entre parenthèses)

	Anglophone (17)	Francophone (15)	Lusophone (7)	Multilingue et autres (3)
Ouest (13)	Gambie Ghana Nigéria Sierra Leone	Bénin Burkina Faso Côte d'Ivoire Mali Niger Sénégal Togo	Cabo Verde Guinée-Bissau	-
Est (16)	Kenya Malawi Maurice Ouganda Seychelles Soudan du Sud Tanzanie	Burundi Comores Djibouti Madagascar	Érythrée Éthiopie Somalie Mozambique	Rwanda
Australe (6)	Afrique du Sud Botswana Lesotho Namibie Swaziland Zimbabwe	-	-	-
Centrale (7)	-	Congo Rép. Gabon République centrafricaine Tchad	Guinée équatoriale	Cameroun Congo Rép. D.

Source : Auteurs à partir des données de la Banque mondiale.

Democracy and economic growth in Sub-Saharan Africa: the effect of the alternation of heads of state in power

Abstract - This paper evaluates the effect of rotating political leaders in power on economic growth in Sub-Saharan Africa, using a panel of 42 countries observed over the period 1970 to 2016. Results indicate that this relationship is ambivalent. Whereas the number of alternations at the head of a country has a positive effect on long-term growth, this relationship was negative for short-term growth. Specificities exist nevertheless according to the linguistic and geographical zones. The effect of rotating political leaders is more beneficial for the growth of English-speaking than French-speaking African countries, both in the short term and in the long term. In addition, this effect improves the growth of the West African countries more than the East, but in the long term only. We therefore conclude that there is need to find the optimal number of terms of leaders in power for countries in Sub-Saharan Africa.

Key-words

Democracy
Economic growth
Sub-Saharan Africa
